



# PERSPECTIVES INTERNATIONALES

*La revue des étudiants-chercheurs en Relations  
Internationales de Sciences Po*

Numéro 2  
Avril-septembre 2012

## L'émergence dans les relations internationales

### **La mise en scène de l'émergence : une distribution internationale de capital symbolique**

**Thibault Loneux**

POUR CITER CET ARTICLE

**LONEUX, Thibault.** La mise en scène de l'émergence : une distribution internationale de capital symbolique. *Perspectives Internationales*, avril-septembre 2012, n° 2, p. 9-23.

---



## LA MISE EN SCÈNE DE L'ÉMERGENCE : UNE DISTRIBUTION INTERNATIONALE DE CAPITAL SYMBOLIQUE

Par Thibault Loneux<sup>1</sup>, Université Paris I-Panthéon Sorbonne

Lors de sa campagne présidentielle de 2008, et plus particulièrement après son investiture par le camp démocrate, Barack Obama offre à voir quelques signes quant au programme de politique étrangère qu'il entend mettre en œuvre. Empreint d'un « wilsonisme réaliste »<sup>2</sup>, il entend rompre avec le conservatisme de son prédécesseur, cause supposée de l'image dégradée des Etats-Unis dans le monde. Croire un instant que l'unilatéralisme bushien qui a mené l'armée américaine en Irak était totalement volontaire, c'est oublier rapidement combien les administrations ou gouvernements ont une sainte horreur de porter seuls le coût d'une guerre, matériel comme symbolique.

Si on reproche au candidat Obama son manque d'expérience – il n'a jamais été au cœur d'une administration US-, en étant titulaire d'un doctorat de Science Politique, spécialité Relations Internationales de l'Université de Columbia (NY), il s'inscrit comme le premier président depuis Carter à être spécialiste de Relations internationales.

Tandis qu'en période de campagne, la question de la banalisation - voire de l'absence de prise de positions sur - des questions internationales, est régulièrement soulevée<sup>3</sup>, Barack Obama avait annoncé avant même son investiture, de réformer le Conseil de Sécurité de l'ONU et d'y faire entrer de nouveaux acteurs, dits *émérgents*, tels que le Brésil.

<sup>1</sup> Thibault Loneux, doctorant en Science Politique, spécialité Relations Internationales à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne, rattaché aux laboratoires CESSP-CRPS. Actuellement ses travaux portent sur la production et la circulation de labels internationaux caractérisant les risques-pays.

<sup>2</sup> DE HOOP SCHEFFER Alexandra, « La « grande stratégie » de l'administration Obama : la quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », [www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/.../article\\_hoop\\_scheffer.pdf](http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/.../article_hoop_scheffer.pdf)

A ce sujet, on peut également consulter le discours du candidat Obama à l'investiture démocrate au Chicago Council on Global Affairs, le 23 Avril 2007. La nomination au poste de Secrétaire d'Etat d'Hillary Clinton convertie, comme l'était le Président Bill Clinton, au wilsonisme en politique étrangère, est également un signe en direction de cette orientation.

<sup>3</sup> Cette question a par exemple été abordée lors d'une table ronde organisée autour du thème de "l'international dans la campagne présidentielle" par Jean-Vincent Holleindre en présence de Josepha Laroche, professeur de Science Politique, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Etrangères dans le gouvernement Jospin, ou bien encore le Général d'armée Philippe Morillon le 8 Mars 2012 à l'Université Paris II-Assas.

Si Barack Obama a manifesté l'envie durant la campagne, puis lors de ses premières années de mandat, de réformer le Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>4</sup>, force est de constater, à quelques mois des présidentielles de 2012, l'absence de nouveaux membres permanents au sein de ce Conseil. Néanmoins, les ambitions « réformatrices » - au sens d'une volonté de faire émerger de nouveaux acteurs sur la scène internationale - peuvent être réactualisées au regard des efforts de mise en scène produits par l'administration Obama. L'envoi de signaux clairs pour informer les autres acteurs du système international de ses ambitions et de ses orientations dans le but d'éviter les erreurs d'appréciations des autres Etats<sup>5</sup>, la « mise en conformité » de son statut avec des actions précises sur la scène internationale<sup>6</sup>, l'agencement et l'organisation de cérémoniels, de réceptions, et de visites, l'énonciation de discours<sup>7</sup> dont les destinataires sont identifiables sont autant de *gestes* qui constituent l'action politique sur la scène internationale. Ainsi pour Goffman, « *l'acteur doit agir de façon à donner, intentionnellement ou non, une expression de lui-même, et les autres à leur tour doivent en retirer une certaine impression.* »<sup>8</sup> Cette mise en scène participe du contrôle de son image, donc de la réaffirmation constante de sa propre identité.

Cet article reviendra sur les efforts de *présentation de soi*<sup>9</sup>, aussi bien à travers les discours - que les déplacements ou visites officielles de l'administration Obama qui offrent d'établir ou de réactualiser des relations avec des acteurs marginalisés du système international. L'enjeu sera d'étudier la *dynamique* de l'émergence politique d'un Etat, c'est-à-dire la « naissance » d'un acteur amené à « compter » sur la scène internationale. Cette « naissance » n'est pas le fruit d'une « magie » spontanée et imprévisible, mais celui de l'interaction entre deux acteurs étatiques, l'un émergent dans la sphère économique-financière globalisée et l'autre détenteur de fortes ressources politiques sur la scène internationale. A travers les discours ou les déplacements du président Obama, qui constituent des gestes du répertoire d'action politique, c'est bien sur la *publicité* inhérente à cette action politique internationale

<sup>4</sup> Voir par exemple le discours du Président Obama devant le parlement indien, lors de sa visite en Inde, le 8 Novembre 2010 « (...) *I look forward to a reformed United Nations Security Council that includes India as a permanent member* (...) »

<sup>5</sup> ou les *misperceptions* selon le terme introduit par Jervis, 1976. En suivant cette approche des relations internationales, on peut suggérer que les discours ou les « gestes » politiques à destination des autres acteurs du système international, ici les Etats, contribuent à une meilleure lecture des « intentions » américaines. La limpidité des informations facilite la prise de décision des partenaires ou ennemis.

<sup>6</sup> A ce titre on peut par exemple lire le réinvestissement militaire en Afghanistan tel qu'il est mis en œuvre par l'Administration Obama comme une mise en conformité de l'action internationale américaine avec le statut d'hyperpuissance qu'elle revendique.

<sup>7</sup> L'originalité des travaux de Goffman est encore de saisir le spectaculaire dans l'ordinaire de la « vie quotidienne ». Le faste des réceptions, les lieux désignés pour prononcer des discours, la hiérarchisation des visites officielles du Président Obama ou de sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton sont autant d'artifices qui viennent élever au rang de « sacré » la relation entre les Etats-Unis et un autre Etat, qui viennent renforcer le sens de l'interaction.

<sup>8</sup> GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne : tome 1, la présentation de soi*, les Éditions de Minuit, Paris, 1973, p.12.

<sup>9</sup> *ibid.*

que cet article se penchera, afin de saisir la dynamique de promotion des pays émergents

Après avoir étudié la capacité des Etats-Unis à élever des Etats au rang d'acteurs internationaux qui comptent, tout en se garantissant le soutien des puissances traditionnelles, nous observerons comment la puissance américaine en ressort renforcée dans le système international.

La première visite officielle du président américain se fait sur le continent asiatique et celle-ci est très vite suivie d'un déplacement en Europe afin de participer au G20 de Londres d'Avril 2009. Ce déplacement en Asie et les discours ou conférences de presse communes qui auront lieu durant le G20 mettent l'accent sur l'effort d'élévation des acteurs internationaux, ici étatiques, qui est réalisé par la nouvelle administration. Nous tenterons de montrer dans ce paragraphe, que les Etats-Unis disposent d'un « *droit de seigneurage politique* »<sup>10</sup>, que l'on définira comme une capacité souveraine à *faire émerger* des partenaires sur la scène internationale et plus encore à leur conférer une légitimité à agir dans ce sens.

Nous partons du présupposé selon lequel l'émergence ne se fait ni *ex nihilo*, ni absolument. Identifiable à travers une plus grande participation aux flux de capitaux et de marchandises, l'émergence économique n'est pourtant pas immédiatement convertie en capital politique, en tant que ressources institutionnalisées – dans le cadre du G20 par exemple – légitimant l'acteur –ici, l'Etat émergent – à participer à la prise de décision politique – par exemple dans la définition d'un plan de réformes contre la crise économique. L'identité politique de l'acteur international émergent est produite dans l'interaction<sup>11</sup> dès lors qu'un Etat déjà initié aux règles qui sous-tendent la structure politique internationale –comme celle du G20 ou celle de l'ONU – vient nouer une relation privilégiée avec celui-ci. Dès lors que l'émergence est un produit de l'activité de légitimation des nouveaux acteurs par les Etats-Unis, acteurs dominants du champ politique international, ne participe-t-elle pas *de facto* à la *consécration* de ces rapports dominés-dominants à l'intérieur de ce champ ?

---

<sup>10</sup> En économie, le *droit de seigneurage* correspond à la capacité d'un Etat à produire sa propre monnaie, et donc à contrôler celle-ci en dernier ressort. Dans l'étude des relations internationales qui se penche sur les rapports économiques entre les pays, on désigne, par cette expression, la capacité des Etats-Unis à éditer leur monnaie dans des échanges économiques et financiers presque entièrement régis par le dollar. La puissance économique des Etats-Unis, se traduit par ce contrôle de la « monnaie mondiale ». Ainsi, la dette américaine ne constitue-t-elle pas un réel handicap pour les Etats-Unis, dès lors qu'ils maîtrisent l'émission de la « monnaie internationale ». Le transfuge de cette expression à l'analyse de science politique qui est proposée ici, permet de signifier l'extrême capacité des Etats-Unis à *constituer*, pour la scène internationale, des alliés, des partenaires, selon leur propre arbitrage, et que personne ne peut ignorer. Tout comme la domination économique-financière qui s'exerce à travers le dollar, la domination politique se traduit par une « puissance créatrice » visant qui à consacrer les acteurs qui « comptent ».

<sup>11</sup> Chez Goffman, la socialisation c'est être formé aux règles du jeu.

L'émergence est donc une émergence *relative*, par rapport à ceux qui demeurent les Etats dominés du système international d'une part, et par rapport à ceux qui entendent continuer à jouer un rôle fondamental dans les décisions politiques internationales d'autre part.<sup>12</sup>

Entre autres acteurs « discriminants », les Etats-Unis en sont un particulièrement décisif pour *reconnaître* et *faire reconnaître* des émergents. L'attribution qui leur est faite d'un « rôle à jouer » plus conséquent prend forme et effets dans les cérémoniels orchestrés par les Etats-Unis –lors de visites ou de réceptions des représentants officiels sur le sol américain - et que l'on peut envisager comme des rites de passage au cours desquels le jeune novice se voit adouber par son mentor américain. En « *épous[ant] une scénographie spécifique* »<sup>13</sup>, il est alors soudainement érigé en acteur *qui compte* dans une négociation internationale. Parce qu'il est invité à la Maison Blanche, parce qu'il prend part à des sommets internationaux auxquels il n'assistait pas auparavant, le chef d'un Etat et par conséquent le pays émergent se voit révélé aux autres comme un nouvel acteur *légitime*.

### FAIRE EMERGER DE NOUVEAUX ACTEURS...

Si l'on s'accorde sur les **coups symboliques** qui s'échangent dans les relations entre les Etats sur la scène internationale, et plus précisément dans le cadre de notre article, sur la fonction de *metteur en scène* que remplit l'administration Obama dans les premières années de sa présidence, il nous faut étudier comment les *nouveaux acteurs* sont intégrés à cet ensemble.

Ces acteurs marginalisés que représentent des Etats plutôt négligés jusqu'alors dans les relations internationales, tendent de plus en plus à s'affirmer localement ou à revendiquer une part de leadership qu'on leur refuse. A cet égard, nous traiterons ici des cas du Brésil et de la Turquie<sup>14</sup>, pays émergents et puissances

---

<sup>12</sup> Avec Bourdieu on peut observer que l'entrée dans un champ quelconque est dépendante de la détention de ressources propres à ce champ. C'est bien la répartition de ces ressources entre les acteurs qui définit leur position au sein de celui-ci. La position d'un acteur dans le champ est donc relative à la position que les autres acteurs y occupent, position elle-même fonction des ressources qu'ils détiennent. Définie comme un *champ de politique internationale*, constitué d'acteurs agissant selon les positions qu'ils occupent, la scène internationale est donc un espace de luttes pour sa domination.

<sup>13</sup> Déloye Yves.

<sup>14</sup> Si le Brésil a très rapidement fait l'objet d'une véritable campagne de soutien pour un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, la Turquie a également été au cœur des premières intentions de l'Administration Obama. En visite à Ankara en avril 2009, soit moins de quatre mois après son investiture, Obama y fera un discours qu'il voudra capital dans le lien qu'il définit avec le monde musulman. Plus encore, Obama déclarera "*Turkey is an important part of Europe (...) So let me be clear: The United States strongly supports Turkey's bid to become a member of the European Union.*" Considérés comme des pays dont la participation aux échanges commerciaux ne cesse de croître, Obama marque dans ses discours son intention de les replacer au cœur d'organisations internationales existantes, telles que l'Union Européenne ou l'ONU.

régionales vers qui l'administration Obama multiplie, dès son accession au pouvoir, ses soutiens. Il devient nécessaire de reconnaître le rôle qu'ont à jouer ces « puissances régionales » dans la résolution des conflits tels que, par exemple, le conflit israélo-palestinien. « *Le principal test du nouveau président sera celui du rôle qu'il entend jouer vis-à-vis des négociations, ouvertes au cours des derniers mois, entre Israël et la Syrie avec la Turquie dans le rôle d'intermédiaire.* »<sup>15</sup> On peut ainsi recenser des *gestes* à destination de ce nouvel acteur que l'on souhaite voir devenir partie à la stabilisation politique d'une région. Ces mêmes gestes, parce qu'ils sont rendus publics, sont également destinés aux autres puissances internationales afin de leur communiquer l'irruption d'un nouvel acteur « qui compte » dans la discussion d'une question de politique internationale. Ces puissances régionales dont l'action internationale, ou du moins l'implication dans la résolution de conflits *ne va pas encore de soi* pour tous, ont besoin d'appuis pour donner du crédit à leur action, qui doit apparaître en phase avec le projet de résolution dans son ensemble.

Si la domination des États-Unis en ce qui concerne certains domaines de politique internationale – implication dans la résolution de conflits notamment sur la base de zones géographiques particulières telles que le Proche-Orient, commandement de l'OTAN, etc.- repose en partie sur une légitimité traditionnelle, - la communauté des États reconnaît sur la base d'un *héritage* ou d'une *coutume*, la compétence américaine pour participer à la résolution de tel ou tel conflit, ou pour entreprendre des discussions et des actions dans telles régions du monde, comme c'est le cas au Proche-Orient - le choix de leurs partenaires directs dans ces actions n'est alors que peu remis en cause. Les puissances régionales émergentes ne sont légitimes à agir dans une crise internationale que parce que leur émergence dépend d'un autre acteur du système international, dont l'intervention ne souffre d'aucune revendication.

### ***Déclarations incitatives : pousser à l'adoption de certains comportements***

Dans une phase préliminaire de ce « rite d'émergence », on peut recenser un ensemble de discours et de déclarations qui participent de la *sélection* de ces États. Il s'agit alors de créer une rupture entre ceux qui se verront attribué un rôle, les acteurs, et le reste du public international, les « spectateurs ». En effet, ces gestes qui prennent la forme d'allocutions, de conférences de presse, d'entretiens avec des journalistes spécialisés, ou encore plus ponctuellement de commentaires de l'actualité internationale apparaissent comme autant d'invitations à destination d'États qui ne sont pas encore consacrés comme des partenaires indiscutables et permanents sur la scène internationale. Ces actes préparatoires annoncent ainsi le déclenchement d'un *processus* de légitimation de ces nouveaux agents. En tant

---

<sup>15</sup> SAMAAN Jean-Loup, « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient » *Hérodote*, 132, 2009(1), p. 56.

qu'invitations, ils imposent néanmoins à ces destinataires deux choses. La première, celle de répondre à l'invitation, c'est-à-dire de confirmer son ambition d'être *sacré*, de s'inscrire personnellement dans le cérémoniel qui s'engage. D'autre part, ces gestes viennent contraindre ces Etats en les poussant à adopter une attitude idoine, à se conformer aux attentes du « maître de cérémonie ». Il faut laisser transparaître des signes de « bonne volonté », de docilité. Ainsi, lorsqu'Obama au début de son mandat déclare « *Let me be clear, the United States strongly supports Turkey's bid to become a member of the European Union* »<sup>16</sup>, il encourage l'Europe à se tourner vers de nouveaux partenaires qui, outre les apports économiques, démographiques, militaire, etc., constitueraient de réels atouts diplomatiques du côté du Proche-Orient. Mais surtout, il entend de nouveau convaincre la Turquie de « garder le cap », de persévérer dans son rôle de bon élève, de continuer à offrir des gages de son engagement auprès des partenaires occidentaux et donc de se conformer aux exigences imposées par l'Union européenne.

Comme dans un mariage, rite de passage dans nos sociétés occidentales, ceux qui vont s'engager se *préparent* une année durant à la cérémonie finale. « (...) *le passage de l'implicite à l'explicite, de l'impression subjective à l'expression objective, à la manifestation publique dans un discours ou un acte public constitue par soi un acte d'institution et représente de fait une forme d'officialisation, de légitimation.* »<sup>17</sup> Les déclarations lancées depuis Washington - ou d'autres Etats visités - sont performatives en ce sens qu'elles contraignent l'action internationale de gouvernants qui engagent leur Etat le dans un processus de transformation. *L'émergence* est dynamique, elle est initiée au travers de discours qui marquent le lancement du processus d'adoubement des nouveaux acteurs. Par ces gestes répétés lors d'interventions du président Obama devant le peuple américain ou des homologues internationaux, les Etats-Unis font connaître leur projet politique et reconnaître les acteurs qui pourront potentiellement y contribuer. En échange, il est attendu de ces *puissances régionales* qu'elles se conforment à ce qu'on attend d'elles.

### ***Cérémonies officielles ou rites de passage***

La transformation d'un Etat en un acteur qui compte dans les décisions internationales est rendue possible par la rencontre de partenaires internationaux mieux situés dans le champ politique international - c'est-à-dire détenteurs de plus de ressources. Ces rencontres peuvent avoir lieu soit sur le sol américain par l'invitation d'un chef de gouvernement à Washington, soit par le déplacement d'Obama sur le sol d'un autre Etat. Ainsi, la tournée en Asie du président Obama ou bien la réception du président brésilien d'alors Luis Inacio Lula da Silva constituent des rites de passage pour ces nouveaux acteurs, qui ne seront plus les

---

<sup>16</sup> OBAMA Barack, Discours devant le Parlement turc, 6 Avril 2009.

<sup>17</sup> BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Acte de la recherche en sciences sociales*, 36-37, Février-Mars 1981, p. 4.

mêmes à l'issue de ces rencontres. Les Etats-Unis ont une capacité à « organiser » ces rites de passage et à agir en « maîtres de cérémonie ». Non seulement ils disposent d'un pouvoir d'arbitrage, c'est-à-dire la capacité de *sélectionner* les agents qui seront transformés, mais en plus ils se trouvent au cœur du cérémoniel de « transition ».

La préparation du G20 de Londres s'est avérée un moment opportun pour donner du crédit à ces acteurs émergents. Dans le cadre d'une réunion préparatoire, Lula rencontre Obama à Washington. Les discussions, les discours officiels et la conférence de presse qui s'ensuivent mettent le Brésil à l'honneur. Reçu de la sorte, Lula est élevé au même rang que Brown, Merkel ou encore Medvedev, qui l'ont tout juste précédé à la Maison Blanche.

PRESIDENT OBAMA: "Hello, everybody. (...) The President [Lula] and I just had a wonderful meeting. I have been a great admirer of Brazil and a great admirer of the progressive, forward-looking leadership that President Lula has shown throughout Latin America and throughout the world.

We have a very strong friendship between the two countries, but we can always make it stronger in areas like energy and biofuels, in the interest in increasing the standards of living in impoverished countries throughout Latin America, expanding trade relationships -- you know, the President and I had a wonderful meeting of the minds.

And I'm grateful that he took the time to visit with us. We intend to have a host of meetings at a ministerial level in the coming days and weeks, both in preparation for the G20, to coordinate our activities to strengthen global economic growth; also in anticipation of the Summit of the Americas that will be taking place in April, so that we can have a proactive strategy that uses the strength of the U.S.-Brazilian relationship to strengthen ties throughout the hemisphere (...)"<sup>18</sup>

Après avoir remercié longuement son invité de sa présence, Obama rappelle les liens qu'il entend tisser avec le Brésil durant son mandat. Faisant mention des différents sujets sur lesquels il souhaite travailler avec son partenaire latino-américain, il marque immédiatement l'engagement sur la durée de leurs échanges. Il faut retenir ici que ces discussions ne doivent pas apparaître comme ponctuelles ; Obama envoie des signes de la pérennité de leurs rapports, de l'importance du Brésil sur de nombreux sujets.

Par la suite, Obama n'hésite pas à rappeler, comme il l'a fait pour la Turquie, le poids régional du Brésil. Dans la représentation américaine et tel que nous

---

<sup>18</sup> Conférence de Presse commune Obama-Lula à Washington, 14 Mars 2003



pouvons le lire ici dans le discours officiel à la Maison Blanche, le sacre d'un Etat à l'échelle internationale semble donc passer par son leadership régional.

Enfin, dans ce genre d'exercice, il convient de réinsérer ces meetings dans un contexte international donné, ici celui du G20, qui rappelle le concert international auquel participera ce pays émergent. Ces gestes à destination du Brésil, mais également de la communauté internationale, viennent sacrer le nouvel acteur, lui donner une « carrure » internationale. Plus qu'une simple invitation à la table des négociations, on doit y voir une sorte de parrainage, d'adoubement où les Etats-Unis jouent de leur *hyperpuissance* pour faire accepter un nouvel acteur.

Les visites co-organisées sur le territoire d'un Etat émergent représentent également une autre manière de renforcer le statut international de ce partenaire. La visite en Asie du président Obama constitue ainsi l'un de ses premiers déplacements officiels. Tandis que les présidents élus américains entreprenaient en général une visite sur le vieux continent, afin de saluer leurs alliés historiques, Obama se tourne lui, vers l'Asie. On peut voir un geste fort dans cette hiérarchisation des priorités, geste qui témoigne sans doute de l'ambition d'Obama de se constituer de nouveaux partenaires, dont le futur semble plus prometteur, et encore une fois dans des régions où les Etats-Unis ont tant à prouver.

Pour qu'il y ait *émergence* sur la scène politique internationale, il faut donc qu'un acteur étatique indiscutable du système international mette en œuvre un processus d'élévation, de présentation et de légitimation d'un Etat. Les Etats émergents peuvent être définis comme tels par le poids de plus en plus important qu'ils représentent dans les échanges commerciaux, néanmoins, il convient de différencier cette émergence économique d'une émergence politique. La première ne détermine pas la seconde, elle la rend possible. C'est par un travail de *conversion* au travers de cérémoniels que les Etats-Unis parviennent à élever des Etats au rang de puissance émergente.

### ... SANS « VEXER » LES ANCIENS.

La difficulté réside ainsi dans la tentative de faire émerger de nouveaux acteurs tout en rassurant les « vieux » partenaires sur sa loyauté à leur égard. C'est ainsi qu'il convient de soigner les relations privilégiées que les Etats-Unis entretiennent avec des Etats disposant politiquement de plus de ressources dans le champ politique international, tels que la Grande-Bretagne et la France, notamment à travers leur siège permanent au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ou encore l'Allemagne et l'Italie, qui participent depuis 1975 au G6, puis G7 et G8.

Comment faire en sorte que des alliés traditionnels que sont par exemple la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne ne se sentent pas délaissés dans cette politique de main tendue à destination des pays émergents ? La réponse semble ici

bien difficile à obtenir. L'hypothèse retenue dans ce paragraphe suppose qu'Obama a laissé entrevoir quelques gestes peu démonstratifs – le déplacement pour les commémorations du débarquement en Normandie en 2009, la visite sur le sol européen de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, etc. -, qui visaient simplement à apaiser sur le moment, la frustration de la France, de l'Allemagne et consorts. Les commémorations du débarquement américain en France sont un exemple de relations « maîtrisées » qu'entretiennent alors les Etats-Unis avec la France. Longtemps prié de venir en visite officielle par le Président Sarkozy, le Président Obama a repris à son compte cette rencontre entre les deux chefs d'Etat. C'est ainsi que l'on a assisté à une « lutte » de « territoire », qui a abouti à une inversion des rôles initialement répartis. En organisant la majeure partie des commémorations au cimetière américain de Colleville-sur-Mer, c'est-à-dire légalement et symboliquement en dehors du *sol* français, l'Administration Obama se réappropriait la mise en scène. « Pour Obama, l'Europe n'est pas un problème, ni même une solution à ses problèmes »<sup>19</sup>. L'Union Européenne est tout simplement un partenaire international qu'il faut éviter de froisser, mais ne semble plus l'allié indispensable qu'elle était autrefois. L'émergence d'acteurs étatiques nouveaux sur la scène internationale est-elle concomitante d'un phénomène de « relégation » des puissances traditionnelles ? Dans une simple lecture des discours de campagne d'Obama, cela paraissait évident. Ainsi, la réforme de l'ONU pour laquelle il plaidait alors, et qui s'annonçait comme une redistribution inévitable des voix au Conseil de Sécurité, aurait signifié, sinon une perte de voix pour les pays européens, du moins leur dilution dans un Conseil élargi. Si tant est que l'on adopte une vision très wilsonienne des relations internationales et donc que l'on accorde à l'ONU un rôle déterminant dans la conduite des affaires internationales, alors à l'émergence de nouveaux acteurs s'opposait une démotivation synchronisée des puissances traditionnelles.

Malgré tout, demeure à ce moment-là la nécessité de ne pas trop *marginaliser* l'allié européen traditionnel. Dans un système international où le *rééquilibrage de la puissance* est permanent<sup>20</sup>, le poids de l'*hyperpuissance* sera toujours contrebalancé par d'autres puissances, certes plus faibles, mais suffisamment fortes pour s'allier et la contester. En adoptant ce point de vue, le leader ne peut donc se permettre d'être un leader *seul*, et l'Europe constitue en l'espèce un partenaire qu'il faut, sinon favoriser, du moins ménager. Obama ne peut décemment se priver de l'Europe, et persévère à jouer sur les deux tableaux, l'un du rapprochement avec de nouveaux acteurs, l'autre de la préservation, même timide, de liens existants avec le « vieux continent ». Les déclarations à l'égard de l'Europe sont des déclarations de nécessité, parce que l'*hyperpuissance* américaine ne peut se résoudre à faire un choix arrêté entre s'ouvrir à d'autres régions et donc faire émerger de nouveaux acteurs, et

<sup>19</sup> Propos de Hubert Védrine dans GIRARD Renaud, « L'Europe d'Obama, un continent banalisé », *Le Figaro*, 05 Juin 2009.

<sup>20</sup> WALTZ Kenneth, *Theory of International Politics*, McGraw-Hill, New York, 1979.

marginaliser un allier traditionnel, qui contribue à conforter sa puissance, du moins à ne pas l'égratigner.

La tâche s'annonce rude, puisque la mise en avant de certains acteurs sur le plan international ne doit pas se faire au détriment des anciens qui entendent encore jouer un rôle conséquent. Le risque est d'autant plus grand que cette négligence vis-à-vis des anciens pourrait se payer, à termes, par une contestation du leadership américain. En 2009, à l'heure où les Etats-Unis se relevaient péniblement d'une critique de tous bords concernant leur gestion du conflit irakien, puis à l'heure où leur implication massive en Afghanistan était -et continue d'être- fortement décriée, le soutien de vieux partenaires demeure indispensable. Le poids des « anciens » au sein de la communauté internationale ne peut être ignoré, et sans que l'Union Européenne constitue un « suiveur » fidèle à toute épreuve, elle reste tout de même un allié sûr et prévisible.

### UNE MISE EN SCENE RECIPROQUEMENT PROFITABLE

Si le cérémoniel en tant que tel contribue à la naissance sur le plan international d'un nouvel acteur. Il met en présence un « adoubé » et un « adoubeur » au moment de l'entrée dans le cercle des Etats parties à la définition de l'action politique. Le « rite d'émergence » ainsi initié par les Etats-Unis limite, dans sa forme, la « liberté d'action » des Etats émergents qui y prennent part. Avant même d'en adopter le « résultat » - le gain de ressources politiques – les Etats qui se prêtent à cette *mise en scène* en acceptent les règles du jeu. De ce point de vue, l'interaction ne se fait pas entre deux acteurs disposant des mêmes ressources et donc n'occupant pas la même position au sein de la structure internationale qui délimite leurs relations. Accepter les règles d'émergence politique c'est implicitement reconnaître le crédit des Etats-Unis à promouvoir cette émergence. Ainsi, « *le pouvoir symbolique, pouvoir de constituer le donné en l'énonçant, d'agir sur le monde en agissant sur la représentation du monde, ne réside pas dans les « systèmes symboliques » sous la forme d'une « force illocutionnaire ». Il s'accomplit dans et par une relation définie qui crée la croyance dans la légitimité des mots et des personnes qui les prononcent et il n'opère que dans la mesure où ceux qui le subissent reconnaissent ceux qui l'exercent.* »<sup>21</sup> L'inscription de ces nouveaux Etats dans cette mise en scène américaine est, en l'espèce, une reconnaissance, sinon inconsciente, du moins tacite, de la hiérarchisation de la relation qu'ils nouent avec les Etats-Unis.

Les « cérémonies d'investiture » orchestrées par l'administration Obama, tendent à conférer à ces Etats un surplus de capital symbolique. Ce nouveau statut les dote d'une légitimité à intervenir sur des problématiques internationales.

---

<sup>21</sup> BOURDIEU Pierre, *Réponses*, Pairs, Seuil, 1992, p.123

Observons ici la réponse de Lula à la suite de la présentation par Obama des relations entre le Brésil et les Etats-Unis, lors de la même conférence de presse qu'évoquée plus haut.

PRESIDENT LULA : Le troisième point dont nous avons discuté concerne la crise économique à laquelle le monde doit faire face actuellement. Le Président Obama et moi-même sommes vraiment convaincus que cette crise économique peut être résolue par des décisions politiques qui pourront être prises durant le sommet du G20. Nous devons restaurer la crédibilité du système financier vis-à-vis de la société. Nous devons restaurer la confiance du peuple envers les gouvernements, (...) notamment en facilitant les flux marchands entre les Etats. Et nous allons travailler ensemble pour formuler une proposition pour le G20. Je crois que c'est extrêmement important. Mais tous les leaders qui participeront à ce G20 devraient être convaincus que nous devons prendre des décisions rapides.<sup>22</sup>

La réponse apportée par Lula à l'issue de la présentation d'Obama révèle que l'individuation ou la prise de parole autonome semble impossible. Lula ne peut parler qu'au nom des deux pays et d'un couple formé pour la circonstance. Après une brève tentative où il exprime son opinion personnelle « *I believe that is extremely important* », il n'oublie pas de se replacer dans un cadre plus large, celui du G20 où il vient d'être récemment admis.

Pour les Etats-Unis également, se joue quelque chose dans l'interaction. Goffman souligne l'importance de n'y pas « *perdre la face*<sup>23</sup> », c'est-à-dire de mener des efforts en vue de la préservation de son statut ou de son rôle. L'interaction, qui verra un nouvel acteur émerger, offre donc aux Etats-Unis les moyens de réaffirmer leur identité. La mise en scène, qui établit une relation originale entre deux acteurs et lui confère un caractère extraordinaire, participe donc de la redéfinition des statuts de chacun : soit en les faisant « naître » dans un champ de politique international, soit en réaffirmant la position de ceux qui s'y trouvaient déjà. L'émergence est donc réciproquement profitable : en étant partie à l'interaction, l'acteur « intronisé » se voit attribuer un nouveau rôle, l'acteur « intronisant » voit lui son statut réaffirmé.

Ce que l'usage nomme confusément la « servitude volontaire » s'appuie en fait sur une contrainte structurelle qui est intégrée par les acteurs dominés. Le gain symbolique dont ces Etats peuvent bénéficier est tel qu'ils s'engagent pleinement dans ce processus de légitimation. Par cette intégration, ils retirent l'illusion de se

---

<sup>22</sup> Conférence de Presse commune Obama-Lula à Washington, 14 Mars 2003

<sup>23</sup> GOFFMAN Erving, *Façons de parler*, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens Commun », Paris, 1987.

distinguer des éléments les plus dominés du champ, tandis que parallèlement, ils ne font que confirmer leur extrême domination vis-à-vis des dominants, notamment des Etats-Unis. Ici, *La violence symbolique*, « qui extorque des soumissions qui ne sont même pas perçues comme telles en s'appuyant sur des « attentes collectives »<sup>24</sup> permet d'inculquer aux acteurs émergents des schèmes de perception qui leur fait accepter les règles du jeu du champ politique international. L'investissement des Etats-Unis dans ces cérémoniels et autres mises en scène leur permet donc de renforcer leurs positions en renforçant leur légitimité à les occuper. Une lecture plus policée nous ferait ainsi admettre que ce rapport de domination n'est finalement pas unilatéral. A travers cette approche on comprend l'effet de *l'émergence*, que l'on a défini comme une construction des dominants, et dans notre cas de *l'hyperpuissance* américaine, en tant que mode de réaffirmation de la puissance, d'une part parce qu'elle rappelle le *pouvoir* des Etats-Unis de faire émerger de nouveaux acteurs, mais d'autre part, parce qu'elle rend « redevables » les émergents et qu'elle vient conforter le système dominant-dominé tel qu'il s'exerce dans le champ politique international. Mais, les dominants n'ont-ils finalement pas besoin de ce *soutien* tacite des dominés pour continuer d'exercer leur domination ? Cela nous fait penser qu'il existe donc un mouvement circulatoire s'auto-alimentant. L'émergence de nouveaux acteurs ne crée pas définitivement la relégation des puissances traditionnelles à un rang moindre, l'émergence n'est pas non plus une « arme » unilatérale des dominants, mais chaque acteur, dans la place qu'il occupe contribue au renforcement des positions de chacun.

La mise en scène dans ce qu'elle a ici « d'inclusive », c'est-à-dire dans l'orchestration des rapports entre acteurs qu'elle entend mener, favorise la socialisation à des règles du système international qui sont favorables aux Etats dominants du champ politique international. La transformation de la structure résulte de l'arrivée de nouveaux acteurs dans le champ. Néanmoins, ce sont les rapports de dominations entre les acteurs, les émergents d'une part et les Etats disposant de fortes ressources au sein de celle-ci, comme les Etats-Unis d'autre part, qui sont reproduits.

Les règles de l'émergence demandent à être lues ici en tant que règles constitutives<sup>25</sup>, c'est-à-dire où le rôle ou l'identité de chacun n'a de sens qu'au regard du rôle ou de l'identité de l'autre. L'émergence est relative en ceci qu'elle ne peut être définie que par rapport à des Etats qui disposent de fortes ressources, donc qui occupent une place dominante au sein de la structure internationale et qui sont à même d'en définir le statut.

Enfin, l'absence de nouveaux membres au Conseil de Sécurité des Nations Unies, témoigne de la difficulté effective à modifier profondément et durablement la

---

<sup>24</sup> BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994, p.188

<sup>25</sup> DESSLER David, « What's at Stake in the Agent-Structure Debate ? », *International Organization*, Vol. 43(3), Été 1989, p. 441-473.

structure internationale. Chez Goffman, l'insistance sur la nature *situationnelle* ou *circonscrite* de l'identité, permet de juger que le statut d'émergent n'est jamais définitivement acquis.

## BIBLIOGRAPHIE

### *Ouvrages généraux de sociologie*

- BOURDIEU P., « La représentation politique », *Acte de la recherche en sciences sociales*, 36-37, Février-Mars 1981, p.
- BOURDIEU P., « Les rites comme actes d'institution », *Acte de la recherche en sciences sociales*, 43, Juin 1982, p. 58-63
- BOURDIEU P., *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994.
- BOURDIEU P., *Réponses*, Paris, Seuil, 1992.
- GOFFMAN E., *La Mise en scène de la vie quotidienne : Tome I La présentation de soi Les relations en public*, Paris, Les éditions de Minuit, 1973.
- GOFFMAN E., *La Mise en scène de la vie quotidienne : Tome II Les relations en public*, Paris, Les éditions de Minuit, 1973.
- GOFFMAN E., *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.

### *Politique internationale*

- ALLISON G., Zelikow P., *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2<sup>ème</sup> ed., Longman, 2009
- EDELMAN Murray, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil, 1991.
- CERNY Philip G., *Une politique de grandeur : Aspects idéologiques de la politique extérieure de De Gaulle*, Paris, Flammarion, 1994.
- CHANDLER D., HEINS V., *Rethinking Ethical Foreign Policy: Pitfalls, Possibilities and Paradoxes*, London, NY, Routledge, 2007.
- FERNANDEZ-SOLA N., SMITH M., *Perceptions and Policy in Transatlantic Relations*, Londres, NY, Routledge, 2009.
- KATZENSTEIN Peter J., « International Relations and Domestic Structure: *Foreign Economic Policy of Advanced Industrial States* », *International Organization*, 30(1), Hiver 1976, p. 1-45.
- SCHELLING T.C., *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, 1980, trad. fr. *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, 1986.
- WALTZ Kenneth, *Theory of International Politics*, McGraw-Hill, New York, 1979.

### *Politique étrangère américaine*

- DAVID C.-P., BALTHAZAR L., VAÏSSE J., *La Politique étrangère des Etats- Unis*,

Paris, Presse de Sciences Po, 2003.

ECKBLADH D., *The Great American Mission : Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2010.

HASSNER P., VAÏSSE J., *Washington et le monde : dilemme d'une superpuissance*, Paris, CERI, Coll. Autrement, 2003.

HOFFMANN S., *Gulliver's Troubles*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1968, trad. fr. *Gulliver empêtré*, Paris, Le Seuil, 1971.

JERVIS R., KANDO L., *The Future of U.S. Policy*, New York, The Academy of Political Science, 2008.

MELANDRI P., *Histoire des Etats-Unis contemporains*, Paris, André Versailles Editeur, 2008.

MELANDRI Pierre, RICARD S. (dir.), *Ethnocentrisme et diplomatie : l'Amérique et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2001.

OLIVE D., *An American Story : the Speeches of Barack Obama*, Toronto, ECW Press, 2009.

SAMAAN J.-L., « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient » *Hérodote*, 132,

### ***Distinction***

ABEL Olivier, « Austin et la question éthique de la crédibilité », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 42, 2004/2, p. 151-173.

BONICCO C., « Goffman et l'ordre de l'interaction. Un exemple de sociologie compréhensive », *Philonsorbonne*, N°1, 2006-2007, p. 31-49.

COLLOVALD A., « Identités stratégiques », *Acte de la recherche en sciences sociales*, 73, Juin 1988, p. 29-40

KLEITHMAN A., « Santé et stigmatisme », *Acte de la recherche en sciences sociales*, 143, 2002.